



Conférence donnée lors de la session 1996
des Semaines sociales de France, « Entre
mondialisation et nations, quelle Europe ? »

La nation en question

Table ronde présidée par Jean Flory
avec la participation de
Krzysztof Pomian, Paul Thibaud,
Jean-Louis Bourlanges

Jean Flory

En face de la mondialisation, quel cadre choisir pour nous autres citoyens, enracinés dans leur région et dans leur histoire? Avec cette question, nous faisons un pas de plus vers le cœur de notre débat.

Le débat nation-Europe s'est trouvé posé dès le début du processus de la construction européenne, dès la signature des traités de Paris et de Rome. Périodiquement nous l'avons vu resurgir, à l'initiative d'un des pays membres de la commun mais s'était posé avec une telle vigueur qu'à l'occasion de la ratification du traité de Maastricht. Deux de nos intervenants ont d'ailleurs publié des ouvrages qui ont trait directement à ce traité.

Ce qui est en question, ce n'est pas principalement la ratification d'un traité difficile et obscur. Mais quelle est l'Europe que nous voulons? Sur le principe de l'Europe, il n'y a plus heureusement de débat.

Tout le monde est convaincu à la fois de son utilité et de sa nécessité. Mais il y a beaucoup d'Europes possibles, allant d'une coopération interétatique entre nos nations à une fédération avec citoyenneté directe, ayant vocation à tout embrasser, le technique et le politique.

Cette question-là, qui est celle d'aujourd'hui, est un vrai débat politique, au sens le plus noble du mot politique, car elle n'est pas un débat d'intérêts partisans, elle n'est pas un débat d'intérêts matériels, mais un débat entre deux conceptions du bien public, un débat fondateur. C'est d'ailleurs ce débat qu'ont connu les États-Unis d'Amérique dans leurs premières années d'existence.

Pour le traiter, trois personnalités ont bien voulu nous apporter leurs compétences et leur sagesse.

Krzysztof Pomian, historien et écrivain, auteur de *L'Europe et ses nations*, bénéficie d'un double recul, d'abord parce qu'il est historien, mais aussi parce qu'outre la nationalité française, il a la nationalité polonaise qui lui donne sur notre Europe occidentale une vision plus lucide et plus géopolitique. Dans *L'Europe et ses nations*, Krzysztof Pomian nous montre de façon lumineuse le double mouvement qui a poussé sans cesse notre continent alternativement vers la nation et vers l'unification. Krzysztof Pomian décryptera pour nous ce processus de construction et de conflit qui secoue et forge notre continent depuis mille ans.

Paul Thibaud, journaliste, essayiste, directeur de la revue *Esprit*, est l'auteur de nombreux ouvrages et en particulier, avec Jean-Marc Ferry, d'une *Discussion sur l'Europe*, discussion très percutante car elle débusque impitoyablement tous les non-dits de la construction européenne et pose sans détour les vraies questions de la construction européenne.

Enfin Jean-Louis Bourlanges, député européen, président de la section française du mouvement européen, est un grand connaisseur des problèmes européens, en particulier institutionnels. Il est un militant engagé pour la construction d'une Europe

forte, démocratique et généreuse.

Avec l'aide de ces trois personnalités qui vont nous guider au cœur de ce débat Europe-nations, chacun de nous pourra se forger une conviction forte sur l'Europe qu'il nous faut.

Krzysztof Pomian

Où en est la nation aujourd'hui en Europe occidentale, c'est-à-dire dans la partie de l'Europe qui n'a pas été incorporée dans l'Union soviétique ou dominée par celle-ci ? Voilà qui définit l'espace de notre réflexion. Je commencerai par évoquer quatre faits, tous sans précédent.

Premier fait, aucune nation européenne n'a d'ennemi en Europe, au sens où avant 1914 la France était ennemie de l'Allemagne, ennemie de l'Autriche et l'Autriche ennemie de la Serbie.

Deuxième fait, il n'y a plus en Europe de conflits idéologiques qui auraient opposé deux blocs comme lors du conflit entre les démocraties et le totalitarisme fasciste et nazi de 1933 à 1945, ou lors du conflit entre les démocraties et le totalitarisme soviétique à partir de 1917, mais surtout depuis 1945 et jusqu'à la réunification de l'Allemagne.

Troisième fait, il existe une Union européenne dont font partie presque tous les États de l'Europe occidentale, et à laquelle veulent adhérer les États de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

Quatrième fait, l'intervention du monde extra-européen dans la vie de chaque habitant de l'Europe est plus forte qu'elle n'a jamais été, que cela soit par l'intermédiaire des marchandises, des capitaux, des migrants avec tout ce qu'ils apportent, ou encore d'images sur les écrans de télévision.

Tous ces facteurs affaiblissent certainement le lien national. Dans la constitution de celui-ci, la haine de l'ennemi et la guerre ont joué un rôle essentiel. Plus récemment, la guerre froide a conduit à un développement sans précédent des appareils militaires et policiers des États, et leur a permis de fonctionner dans une sorte de régime d'exception, où la liberté ne trouvait pas toujours son compte - on en solde les factures maintenant - mais qui était propice aux institutions de protection sociale chargées d'intégrer les citoyens dans la nation de manière qu'aucun ne se sente exclu.

En tant que représentant un pouvoir souverain, l'État national avait une autorité qu'il perd avec l'abandon de certaines de ses prérogatives. L'effacement des frontières dans l'espace de libre-échange, dans la vie quotidienne et dans l'audiovisuel contribue au brouillage des repères.

D'aucuns en tirent la conclusion que les nations appartiennent au passé et que désormais nous marchons à grands pas vers une Europe devenue elle-même une grande nation dont feront partie non pas des nations d'aujourd'hui, mais des régions telles que Mulhouse-Bâle-Fribourg, ou Barcelone-Montpellier-Gênes.

Des penseurs plus audacieux parlent carrément du remplacement des nations par des réseaux sur Internet. Il est vrai qu'ils ne distinguent plus très bien la réalité virtuelle de leurs fantasmes de la réalité réelle du monde où ils vivent, ce qui les autorise à dire à peu près n'importe quoi.

Et pourtant les nations ne semblent pas s'évaporer tranquillement. Si nous regardons les nations qui ont leur État, nous constatons, primo, un grand intérêt manifesté partout pour le patrimoine national et pour tout ce qui est censé exprimer l'identité nationale, ce qui la renforce par un effet en retour. Secundo, nous constatons un manque d'enthousiasme, et c'est une litote, à l'égard de l'Union européenne. Je rappelle le rejet de l'adhésion par la Norvège, les deux référendums sur la ratification du traité de Maastricht au Danemark, et, en France même, une vraie bataille qui a laissé des séquelles. Tertio, nous assistons à la montée de partis populistes et xénophobes dans certains pays, tels l'Autriche, la France ou, d'une façon plus discrète, l'Italie.

Quant aux nations sans État - les Basques, les Catalans, les Écossais, les Gallois —, elles agissent en vue d'obtenir sinon son État, du moins tous les attributs de la puissance étatique qui permettent à une nation de décider de ses affaires intérieures. C'est uniquement sur le plan extérieur que les mouvements sont prêts à faire des

concessions, connue en Écosse ou en Catalogne, par exemple.

Entre les deux cas, nations sans Etat, nations avec Etat, se situe la Belgique, menacée de suivre l'exemple de la Tchécoslovaquie et de vivre une séparation des Flamands et des Wallons après plus de 160 ans d'existence commune. Je rappelle pour mémoire que la Tchécoslovaquie a été créée en tant qu'Etat en 1918 et que les Tchèques et les Slovaques ne s'étaient jamais trouvés dans un même Etat avant cette date.

Nous avons donc affaire, aujourd'hui, à l'action simultanée de deux forces contraires, dont l'une pousse vers un approfondissement et un élargissement de l'intégration européenne avec, à terme, dans l'idéal, une Europe fédérale, les Etats-Unis d'Europe, tandis que l'autre force conduit à affirmer sa spécificité, la particularité et l'identité nationale, et à s'opposer à tout ce qui est perçu par les membres de la nation comme une menace pour son existence.

L'Union européenne ne prétend pas remplacer les nations. La rhétorique officielle, qui fait un usage abondant du principe de subsidiarité, est supposée calmer toutes les inquiétudes sur ce point. En fait, la situation est plus complexe, car c'est au nom des règles du marché et de la « rationalité économique », de la nécessité aussi de faire face à la concurrence des Etats-Unis, du Japon, des dragons asiatiques, etc. que sont prises des décisions qui interviennent de plus en plus profondément dans la vie des nations membres et affectent le fonctionnement de leurs Etats. Or, pour une nation moderne, démocratique, l'Etat est le principal instrument de la défense de ses intérêts collectifs dans les relations internationales, et de la défense de sa cohésion interne, par le maintien de l'ordre public, l'exercice de la justice, la protection sociale, l'éducation pour tous, etc. Toucher à l'Etat, c'est toucher à l'essentiel.

L'existence même et le renforcement progressif de l'Union européenne conduisent alors à se demander si la nation fournit encore un cadre satisfaisant de la vie collective et si elle le restera dans un avenir prévisible, ou si elle n'est désormais qu'une coquille vide dont il vaut mieux se débarrasser au plus vite.

Très générale, cette question en recouvre au moins trois : la nation reste-t-elle un cadre des activités économiques ? De la vie politique ? De la vie culturelle ?

A la première question, la réponse semble être un non catégorique. Le seul cadre des activités économiques n'est aujourd'hui ni la nation ni même l'Europe, c'est le monde. Pour ma part, je voudrais suspendre sur cette affirmation tranchante un petit point d'interrogation, car cela fait un siècle qu'on nous dit que le marché est mondial mais nous découvrons rétrospectivement qu'il ne l'était pas tout à fait. Il n'en reste pas moins que les échanges avec l'extérieur sont aujourd'hui pour tous les pays européens plus importants que par le passé, que nous sommes beaucoup plus dépendants de la conjoncture mondiale, et que l'Union européenne constitue désormais le vrai cadre juridique, financier, institutionnel pour un nombre croissant de secteurs de l'économie.

Mais, réponse à la deuxième question, la politique, elle, reste enfermée dans le cadre national. Les nations, ou plutôt les Etats nationaux, sont les seuls à décider de la paix et de la guerre, les seuls à intervenir dans les conflits entre d'autres Etats ou entre les populations d'un même Etat, les seuls aussi à avoir le droit de vote à l'ONU et dans les organisations gouvernementales. Et c'est encore dans le cadre des nations que les citoyens exercent leurs droits. La démocratie n'existe pas à l'échelle de l'Union européenne, et il s'agit là non pas de ce que la langue de bois des eurocrates appelle le déficit démocratique, mais d'un immense et difficile problème. Il a fallu des siècles pour que la démocratie, née et pratiquée au départ dans de petites communautés, fût adaptée, étendue, et appliquée à l'échelle des nations modernes, avec leurs millions de citoyens. Il faudra du temps pour trouver des formes d'exercice de la démocratie à l'échelle d'un continent, avec sa pluralité de langues, de coutumes juridiques, de traditions, de religions, et j'en passe. Cela se fera, j'espère, un jour, à condition de se rendre compte que cela exige de la patience et de la créativité, et non pas de simples transpositions du niveau national au niveau européen.

Passons à la troisième question, la culture. Dans ce domaine, on essaie parfois de justifier une position mondialiste, en réduisant la culture à la communication, laquelle est censée être soumise au jeu des forces du marché. Mais la culture n'est pas la communication. Elle est liée à ce qui se trouve au plus profond de l'identité de chaque

nation, à sa langue, à sa mémoire, à son territoire, même si les oeuvres acquièrent une autonomie par rapport à leur genèse et passent du particulier à l'universel, du national, voire local, au mondial, et même si chaque culture nationale se nourrit des échanges avec d'autres cultures nationales. Jusqu'à preuve du contraire, la nation reste le cadre principal de l'exercice des activités culturelles. En ce sens la culture a partie liée avec la politique, ce qui devient d'ailleurs de plus en plus manifeste.

Notre aujourd'hui est donc caractérisé par une tension entre le pôle national toujours vivace, et dont rien n'annonce une prompte disparition, et le pôle européen, qui jusqu'à maintenant n'a cessé de se renforcer d'étendre son rayon d'action. C'est là une situation qui n'est pas inconnue aux historiens. Entre le Ve et le XIVe siècle, une multitude d'ethnies sises en Europe occidentale et centrale furent unifiées religieusement dans le cadre de la chrétienté avec en tête l'Église de Rome. Celles qui habitaient l'Europe de l'Est le furent à partir de Constantinople.

Mais dès le XVe siècle., on assiste à une désintégration de la chrétienté latine à travers une série de ruptures confessionnelles et de guerres.

Un nouvel ordre européen a commencé à se dessiner à partir du milieu du XVIIe siècle, fondé cette fois sur le droit international, le maintien de l'équilibre des puissances et une culture commune des élites désormais largement sécularisées.

Ce nouvel ordre fut remis en question d'abord par la Révolution française. La période qui suivit jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale a été celle de l'affirmation des particularités nationales, souvent exacerbées, et qui dans quelques cas ont provoqué un génocide.

Nous venons de vivre presque un demi-siècle de progrès de l'intégration européenne. Ces progrès se poursuivront-ils dans l'avenir ou laisseront-ils place à une nouvelle période d'affirmation des particularités nationales? L'historien ne saurait répondre à une telle question. Mais il peut apporter une réflexion qui vaut peut-être qu'on en tienne compte.

Dans l'histoire de l'Europe, les périodes d'intégration ont été celles de croissance économique forte et soutenue. Cela vaut pour la période du XIIe au début du XIVe siècle et pour le XVIIIe.

Tandis que les tendances centrifuges ont dominé dans les temps de ralentissement de la croissance ou de crises.

On est en droit de supposer que la croissance rendait l'intégration bénéfique pour tous, tandis que, dans les périodes de crises, seuls tiraient profit de l'intégration les élites du pouvoir, de la richesse et du savoir. Aussi l'intégration s'est-elle vue à deux reprises détruite par les mouvements à la fois populaires et nationaux qui contestaient d'un même coup la hiérarchie sociale et les institutions supra-étatiques ou supranationales.

Chacun sait que le raisonnement par analogie est faillible, et l'histoire ne fait pas exception à la règle. Mais ce raisonnement, avec toutes ses faiblesses, est le seul que nous ayons pour penser à présent et identifier les dangers qui nous menacent. On ne peut pas ne pas être frappé par la similitude de notre situation présente avec celles qui ont vu jadis l'arrêt et le démantèlement des formes anciennes de l'intégration européenne, religieuse d'abord, et juridico-culturelle par la suite. Il ne s'ensuit nullement que nous soyons condamnés à vivre la répétition des désastres du passé. Il s'ensuit toutefois que nous devons savoir tirer les leçons de l'histoire et trouver des moyens susceptibles de contrecarrer des tendances centrifuges et de couper l'herbe sous les pieds des mouvements populistes et xénophobes. Il faut faire en sorte que, même dans la mauvaise conjoncture économique, l'Europe soit profitable à tous, et qu'elle soit réellement et dans la perception collective un complément de la nation, et non pas son ennemie. Si nous n'y réussissons pas, on peut craindre le pire. L'historien n'a pas à dire que faire, mais il a le devoir de mettre en garde.

Paul Thibaud

Mes réflexions enchaînent directement avec la conclusion de Krzysztof Pomian : nation et Europe sont des idées indissociables. La nation est une invention européenne, et la substance de l'Europe ce sont les nations. L'anthropologue anglais Henry Maine

disait qu'il y a deux formes politiques originaires, la tribu et l'empire (l'empire visant la souveraineté universelle) et que l'Europe en a inventé une troisième, l'État territorial, la nation, invention décisive, consubstantielle à notre histoire et à notre système de valeurs.

Une pluralité de nations en Europe, cela veut dire une diversité culturelle et linguistique instituée dans le cadre d'une même civilisation, alors que, par exemple, les nations solitaires et autosuffisantes ont en propre à la fois un État, une langue et une civilisation, comme la Chine et le Japon, et qu'on voit en Amérique hispanique des nations qui ne sont séparées que politiquement. La nation européenne n'est pas simplement la reconduction de particularités héritées, mais un être collectif nouveau, artificiel, limité territorialement, se pensant comme limité territorialement, regroupé autour d'une instance politique. Il ne s'agit pas d'un simple cadre mais d'une vie commune qui a pris de plus en plus une dimension culturelle en même temps que politique. Ainsi, à partir d'une situation où le latin, langue de civilisation (échanges internationaux, droit, théologie, sciences...), coexistait avec des parlers locaux, on est arrivé à des langues nationales utilisées aussi bien pour penser et pour gouverner que dans la littérature et la vie quotidienne. L'histoire de l'Europe est en grande partie celle de la montée des langues «vulgaires» dont les plus importantes, s'appuyant sur un État et ayant accédé les premières à l'écrit, ont marginalisé les autres et remplacé le latin à l'intérieur, le réduisant à n'être qu'une langue de communication internationale, rôle où il a été ensuite supplanté par le français puis l'anglais.

Cela entraîne que les peuples européens (ceux de l'ouest du moins) ont été habitués à être gouvernés dans des langues qu'ils pratiquaient tous quotidiennement, habitués à pouvoir penser les problèmes fondamentaux de la culture, de la philosophie, de la théologie, de la politique dans la langue de leur famille. Si l'on considère que d'autres cultures, comme la culture arabo-musulmane, vivent sur un double registre linguistique (une langue du pouvoir et de la grande culture coiffant des parlers « dialectaux » pour les circonstances ordinaires et pour les gens ordinaires), on voit l'originalité du régime linguistique et national de l'Europe, La circulation est possible, dans un tel cadre politique et culturel, entre le haut et le bas de la société, qui ne sont pas clivés par une limite linguistique, même si les distances sociales sont importantes.

C'est dans ce cadre-là que s'est formée l'idée de peuple, c'est-à-dire celle d'une collectivité politiquement capable. Pouvant participer à la même culture et à la même langue que les grands, le peuple peut aussi participer à l'exercice du pouvoir. C'est là, avec la liberté individuelle dans les relations entre personnes, l'une des deux sources de la démocratie moderne

Mais cette Europe des nations, subdivisée, pense en même temps que l'unité et la paix, la concorde entre ses composants sont possibles. L'idée d'Europe organisée n'est pas nouvelle, elle est même l'autre face de l'idée de nation, d'ensemble politique limité géographiquement bien que participant à une civilisation qui débordé son territoire. C'est au milieu du XVI^e siècle (en 1464) que Jiri Podiebrad, roi de Bohême, propose un conseil des royaumes d'Europe pour assurer la paix entre eux et leur alliance contre les Turcs : l'idée de croisade se révèle ainsi la première forme de l'idée d'Europe. On voit, un siècle après, Sully, ancien ministre d'Henri IV, formuler à la fin de ses mémoires une proposition, dont il dit qu'elle était la grande pensée du roi à la fin de sa vie, celle d'une « république chrétienne » européenne avec juridictions pour régler les conflits et défense commune des marches menacées ou envahies (la Hongrie en particulier). Ce texte de Sully inspirera le *Projet de paix perpétuelle* (1713) de l'abbé de Saint-Pierre ; il aura un écho considérable puisqu'il sera commenté philosophiquement par Leibnitz, Rousseau et, à travers Rousseau, Kant.

La formule de l'Europe comme famille de nations revient très souvent sous la plume de Rousseau commentant Sully ou l'abbé de Saint-Pierre. Dès Sully, on trouve l'idée que les frontières entre les nations d'Europe ne peuvent plus être modifiées de force, que la période des annexions est close, que les guerres territoriales n'ont dans cette partie du monde plus de sens. Cette idée sera reprise par Renan pour critiquer l'annexion de l'Alsace-Lorraine par Bismarck, les accords d'Helsinki (1977) lui donneront une force juridique. On voit là le lien intrinsèque entre l'Europe et les nations : ayant un

territoire fixé, elles doivent faire avec les autres; les nations d'Europe savent qu'elles ont des voisins, auxquels elles se comparent, avec lesquels elles échangent, qu'elles envient, qu'elles méprisent... mais qui sont là définitivement, dont on ne peut penser qu'ils pourraient être éliminés. L'idée non pas de limiter mais d'asservir, voire de détruire les voisins, est propre à l'anti-Européen que fut Hitler.

L'idée d'une cohabitation réglée des nations est ancienne, voire originaire, en Europe. C'est le corollaire de l'idée de nation en tant que celle-ci s'oppose à celle d'empire : elle est un être limité, il porte en lui-même un rêve d'illimitation. D'ailleurs les plus grandes guerres européennes ont eu pour origine les velléités impériales qui ont saisi successivement la plupart des grandes nations d'Europe : l'Angleterre quand ses rois voulaient régner à Paris, puis l'Espagne, puis la France de Louis XIV et de Napoléon, puis l'Allemagne.

Malgré cela, beaucoup pensent que l'Europe que l'on construit, l'Union européenne organisée dans l'après-guerre, est la négation de l'Europe des nations. Ceux, par exemple, qui, de manière (pour moi) absurde, nourrissent un rêve d'empire et voient Charles Quint comme un «père de l'Europe». Je pense, au contraire, que l'Europe des nations, l'organisation de cette ramille de nations, est devenue enfin possible parce que les derniers impérialismes européens ont été vaincus et répudiés : achèvement, conforme à la nature de nations en route vers la démocratie, annoncé par Kant il y a deux siècles. Ainsi, sous-jacente à bien des choix pratiques, il y a des différences de vision historique, certains se révélant avant tout impatients de voir la fin des nations parce qu'ils sont animés de la volonté de nier ou du moins de disqualifier une histoire qu'ils trouvent impure, un produit du mal, prétendant pour eux-mêmes à la position d'hommes nouveaux qui se sont libérés de coûteuses illusions afin d'ouvrir une page lumineuse de l'histoire de ce continent. Pour quelle raison cette idée d'une Europe pénitentielle est-elle si répandue? Essentiellement à cause de l'échec patent du Traité de Versailles. Je ne veux pas m'appesantir sur ce point mais en développer deux autres. En premier, je dois constater qu'entre l'Europe et les nations s'est développée une dialectique de plus en plus négative. C'est par répression, par diminution, par enfermement des nations que l'on a cru faire l'Europe. Cette méthode est épuisée et a conduit à une impasse. C'est probablement par l'autre voie, par le passage par les nations, par la transformation interne des nations, par leur dépassement éventuel (parce que rien ne dit que les nations européennes doivent durer toujours) que nous pouvons progresser.

En ce qui concerne la «dialectique négative», il faut pour comprendre se reporter à l'après-guerre et aux Trente Glorieuses, dont on peut dire qu'elles ont été le triomphe de la société ou des sociétés sur les nations. François Furet, dans son livre récent, *Le passé d'une illusion*, fait la remarque importante que de Gaulle et Churchill ont perdu le pouvoir en même temps, aussitôt à la fin de la guerre. Ces deux personnages étaient d'un certain côté décalés dès la fin de la guerre parce qu'ils représentaient la prépondérance de la nation sur la société, une vision si l'on peut dire sacrificielle du patriotisme dont on avait en besoin pendant la guerre, et qu'ils avaient illustrée de manière flamboyante, mais cette vision du patriotisme était dépassée au lendemain de la guerre.

En 1943 en Angleterre, le best-seller est le livre de W. Beveridge, *Le plein emploi dans une société libre*. On commence déjà en pleine guerre à penser à l'État de bien-être, c'est-à-dire à l'État pour l'individu, à l'État au service de l'individu au milieu même de la lutte contre Hitler, comme si les peuples puisaient plus ou moins obscurément : vous nous avez demandé d'immenses sacrifices, nous consentons encore ceux-là, mais c'est la fin, et il est temps que l'État, au lieu de nous demander notre peau, s'occupe de notre confort,

Dans les discours de de Gaulle à Londres, on trouve à partir de 1942 des formules sur la nécessité d'orienter l'État à la satisfaction des besoins de l'homme concret, ce qui prouve l'existence d'une tendance profonde à la prépondérance de l'État pour l'individu sur l'État pour la nation, c'est-à-dire pour la gloire et la grandeur du collectif. L'après-guerre est marquée par le recul des passions nationales et citoyennes, et par une politique qui consiste, de la part des États, à acheter l'allégeance des citoyens par le plein emploi, les garanties sociales, les multiples systèmes d'assurance.

La construction européenne qui démarre à ce moment-là est l'autre aspect de l'État de bien-être ; par le développement du marché, par l'organisation de la coopération économique, par le développement des échanges destinés à favoriser le développement économique, par le dépassement des nations, par l'organisation d'une société économique qui les dépasse. Autre manière de donner priorité à l'individu avec ses intérêts et ses besoins, l'État passe au service de l'émancipation des individus et au service de la grandeur du groupe.

Ce mouvement aboutit à une crise bien caractérisée par ces trois dates : 1968, 1974 et 1983. L'État au service de l'individu, l'État de bien-être produit une situation d'ingouvernabilité qui est largement admise dans les années 60, y compris aux États-Unis, et dont la crise mondiale de 1968 est en définitive un des symptômes. L'allègement des contraintes matérielles et des contraintes morales, la logique de l'émancipation de l'individu rendent la démocratie ingouvernable, les demandes de droits sociaux s'étendent, les disciplines sociales s'effritent.

Par la suite, après 1974, nous assistons au rétablissement des disciplines non pas à travers le renforcement du sentiment collectif ou national, mais par l'utilisation de contraintes extérieures. D'un certain côté, on peut dire que l'individu est victime de lui-même. Il s'émancipe de la nation, et dans son émancipation il trouve des contraintes qui l'enserrent beaucoup plus étroitement encore qu'auparavant.

Le tournant du 1983 en France est la suite de cette logique du rétablissement de la discipline ou de la gouvernabilité par l'extérieur. Ainsi se met en place l'Europe du marché, l'Europe de l'ouverture. Je vous rappelle que dans le traité de Maastricht on interdit les restrictions des mouvements de capitaux vers l'extérieur de l'Union européenne, que les distorsions de concurrence dans le domaine industriel vis-à-vis de l'extérieur sont également interdites par le même traité. Il ne s'agit donc pas de faire une Europe forteresse, comme on l'a dit à une certaine époque, mais de se plonger volontairement dans le marché, de trouver des régulations par l'extérieur, alors que manquent dans les différents pays les régulations par l'intérieur. Et à ce moment-là l'Europe prend sa forme actuelle, la forme de l'intrication interétatique. L'Europe devient une Europe des bureaucraties qui entre elles se donnent la légitimité et les moyens de gouverner qu'elles ne savent plus comment obtenir par les moyens politiques traditionnels (la représentation) à l'intérieur de leurs propres pays. Il y a beaucoup de démagogie à parler de la bureaucratie bruxelloise. Il est beaucoup plus exact de parler d'une coopérative des bureaucraties nationales qui, à Bruxelles, se constitue un système de légitimations croisées (comme il y a des participations croisées dans les grandes entreprises), et qui s'émancipe de la délégation démocratique qui était la base de la légitimité politique traditionnelle en Europe de l'Ouest.

Ce processus conduit à un progrès de la société européenne, à un progrès de l'administration européenne, mais non à un progrès de l'Europe «comme volonté et comme représentation», pour citer un auteur célèbre. Cette Europe des États intriqués n'arrive pas à donner cette Europe politique qui reste en permanence une velléité. La conséquence en est évidemment l'obscurité, la rigidité, la dépolitisation, la crise en définitive de la démocratie. Le point central est actuellement la crise de la volonté politique en Europe, à travers une crise de la nation. La nation est désœuvrée. Elle existe comme passion, elle existe comme nostalgie, certainement, mais elle ne sait plus quoi faire, elle n'a plus de possibilité d'agir. Et je pense que ça mène à une dégradation de la nation, à une baisse de la capacité d'intégration civique du particulier. Le problème n'est pas la disparition du nationalisme ou du patriotisme en Europe, mais le fait qu'il se vive comme humilié et rétracté.

De même que les individus s'éduquent, se transforment, se dépassent en exerçant leur liberté, les nations s'éduquent en exerçant leur liberté collective, c'est-à-dire en définitive leur souveraineté. Priver les nations de leur souveraineté, c'est les exposer à être beaucoup plus qu'auparavant le jouet de leurs passions intégristes. Dans l'action on sort de soi, on se dépasse ; quand on est menacé, on se referme sur soi. L'absence de générosité si flagrante, la poussée d'un certain nombre de chauvinismes n'est pas sans lien avec cette nouvelle position des nations en Europe. De la même manière d'ailleurs que la formation de ces mouvements sécessionnistes qui sont en général des

sécessionnismes de riches. Les nations internes qui pensent à l'émancipation sont la Lombardie, la Catalogne, l'Écosse, la Flandre, les nations à succès qui ne veulent pas payer pour les autres. La crise fiscale, la volonté de ne pas payer est le point commun de tous ces nationalismes, à la fois teintés et modernes, qui n'ont rien d'archaïque, qui sont modernes, de façon inquiétante pour nous.

Si j'en avais le temps, je vous dirais qu'entre la nation et l'Europe la dialectique est encore plus négative dans le cas français, étant donné que la France est une nation politique plus que les autres, et que le désœuvrement, la restriction de la souveraineté conviennent certainement beaucoup moins à la nation française qu'à d'autres, et que sa crise, pour cette raison, me paraît plus forte que la crise d'autres nations européennes qui sont au fond des sociétés plus que des créations de la politique et de l'État.

Le plus ennuyeux est que tout ça ne produit pas d'Europe, pas d'Union européenne, pas d'intérêt commun européen. Cela produit de la promiscuité européenne et du compromis> mais aucun projet ; ainsi pour prendre un exemple banal et qui date de ces jours-ci, nous apprenons par le journal que Français et Allemands ont fait un compromis sur la question du monopole de la poste en Europe. Mais ce qui manque dans cette information, ce sont les données du problème. Est-ce qu'il est bon que la poste soit un monopole ? Le problème ne sera même pas posé. Des Français et des Allemands ont trouvé un compromis dont, d'ailleurs, la substance nous échappe. L'idée d'un intérêt commun sur cette question de l'organisation de la poste en Europe ne peut pas émerger de cette diplomatie acharnée et permanente, qui est la manière de vivre de l'Union européenne. Ce sont les États qui négocient, parce que nous avons actuellement une Europe des États. Nous n'avons pas une Europe des nations. Ces négociations entre États intriqués introduisent énormément d'obscurité dans le fonctionnement de l'Europe et empêchent l'émergence d'une discussion sur l'intérêt général européen.

Comment faire, comme disait de Gaulle, «une Europe qui intéresse les peuples»? Cette question nous conduit au problème du fédéralisme. Le fédéralisme est une belle formule qui permet (en imagination) de tout avoir, à la fois les nations et l'Europe, chacune à leur place, et s'entendant parfaitement.

La question est malheureusement beaucoup plus difficile pratiquement. Quelle est la légitimité ultime? Sont-ce les nations ou la fédération c'est-à-dire l'Union européenne? Tant qu'on n'aura pas répondu à cette question, on n'aura rien dit. Dire fédéralisme, c'est dire cercle carré, conciliation des choses bien difficiles à faire aller ensemble.

L'idée de fédération n'a rien de reposant. Comme le dit Stanley Hoffmann, une fédération qui réussit crée une nation. Une fédération européenne qui réussirait ne s'ajouterait pas aux nations, elle s'y substituerait, du moins tendanciellement. Parler de fédération, c'est donc parler de la mort possible des nations. On peut être pour la fédération, mais on ne peut pas parler de fédération sans sous-entendre cette éventualité.

Nous avons une sorte de fédération maintenant, mais sans pouvoir fédéral, une fédération par intrication, par compromis obscur. Ce n'est pas le degré d'intégration mécanique qui manque en Europe, mais l'idée politique, l'identification du citoyen à l'ensemble, les procédures pour faire émerger l'intérêt général.

L'incertitude sur l'identité nationale et européenne est notre condition aujourd'hui. Il faut avoir le courage de le constater. Les nations sont déstabilisées Par l'Europe, et beaucoup de nos difficultés actuelles viennent de cela. Ce n'est pas incriminer l'Europe que dire cela, mais seulement décrire la situation.

Comment éviter que cette déstabilisation n'aboutisse au pire ? Toute déstabilisation n'est pas mauvaise. Elle peut être une transition positive. Mais, si elle n'est pas gérée, elle peut conduire au pire. Comment gérer cette instabilité? Je ne pense pas qu'on puisse la gérer en définissant l'objectif, Europe ou nations, Europe ou confédération, fédération européenne. Si, étant donné les divergences de fond actuelles, la destination ne peut être proclamée, on doit être d'autant plus clair sur les procédures, sur la légitimité des choix d'orientation. Si la destination est peut-être obscure, encore faudrait-il que le chemin soit éclairé, au contraire de ce qui se passe maintenant. Cela permettrait de rouvrir la voie de l'Europe et de faire qu'elle ne soit pas une occasion de désespoir pour les citoyens.

Le général de Gaulle, en 1962, dans une circulaire sur les affaires européennes à Michel Debré, qui a été, publiée bien après, disait : Inutile de s'en prendre à la bureaucratie européenne, le problème est de créer une dynamique politique qui fasse que ces gens-là se retrouvent à leur place. Ce n'est que si nous échouons qu'il faudra nous en prendre à eux.» Comme il a échoué avec le Plan Fouchet, il s'en est pris à eux.

L'idée qu'il ne faut pas s'en prendre aux bureaucrates, mais lancer une dynamique politique qui mette les bureaucrates à leur place, laquelle n'est pas nulle mais n'est pas la première, est une idée que je partage et qui est pleine d'enseignements.

Quelle serait la voie de cette Europe, par transformation des nations, par prise de conscience d'un destin commun, de façon à construire peu à peu, par consentement, une nouvelle légitimité européenne ? Qu'est-ce que cela suppose ?

La première nécessité est d'assumer ce qui est. L'ennui est que même ceux qui sont pour l'Europe, qui votent les traités, n'assument pas le contenu des traités. On le voit avec l'Union monétaire en ce moment. L'ensemble de la classe politique française est pour la monnaie unique, mais voudrait la monnaie unique à des conditions impossibles à obtenir de nos partenaires. Ils sont donc à la fois pour et contre la monnaie unique. Je ne suis pas un adorateur de la monnaie unique, mais, si on veut la faire, il faut la faire. Il serait beaucoup plus sain de dire aux Français : «Nous faisons la monnaie unique et nous en tirons les conséquences qui ne se résument pas aux critères de convergence, qui sont beaucoup plus profondes. Essayons de trouver notre place et notre comportement dans ces nouvelles conditions», plutôt que de faire croire à nos concitoyens qu'il y aura une Europe qui répondra à tous leurs rêves, qui résoudra magiquement leurs problèmes — que nous ne sommes pas capables de résoudre en interne.

Deuxième nécessité, clarifier les procédures, Jean-Louis Bourlanges a fait il y a quelques jours dans *Le Monde* des propositions avec lesquelles je suis d'accord quant à la responsabilisation de la Commission européenne devant le Conseil européen, et quant au resserrement de cette Commission, de façon à permettre un débat politique européen, un débat sur le fond et non pas simplement un débat diplomatique obscur dans lequel on se perd définitivement.

La troisième proposition serait de faire un bilan public sur l'Europe, de donner à tous les parlements de l'Union européenne la tâche, pendant un délai de six mois, de faire le bilan de la construction européenne, et d'échanger leurs points de vue pour que l'on sache ainsi de quoi il s'agit et ce que l'on en pense. Ce serait un gain de transparence énorme. L'Europe n'avancerait plus dans l'obscurité et dans l'ambiguïté. La clarté de la délibération rendra possible la seule Europe qui ait un intérêt, qui permettrait aux nations de se redécouvrir, qui serait une Europe de politiques communes et non pas simplement une Europe des contraintes réciproques.

Jean-Louis Bourlanges

Je suis heureux de succéder aux deux orateurs qui viennent de s'exprimer. Quand j'écoute Krzysztof Pomian, je constate que mon travail de parlementaire européen se déroule dans l'instant T d'une histoire de fort longue durée. Quand j'écoute Paul Thibaud, je me demande si, entre l'Europe pénitentielle et la nation sacrificielle, nous allons réussir à faire nos Pâques !

Pour continuer les comparaisons religieuses, je suis d'accord avec le diagnostic pessimiste de Paul Thibaud, mais j'ai quand même l'impression qu'il est un peu vétéro-testamentaire.

Je voudrais répondre à deux questions.

La crise de l'Europe, qui est évidente, massive, brutale, et dont Paul Thibaud a dit ce qu'il fallait en dire, la crise de l'Europe est-elle une crise qui se traduit par une renaissance de l'idée nationale ? Ma réponse sera non, et je crois que Paul Thibaud s'est exprimé en ce sens.

La deuxième question est de savoir si la construction européenne que nous faisons est une destruction de l'idée nationale, ou, pour paraphraser une formule célèbre, n'est-elle pas « la continuation de la nation par d'autres moyens, qui seraient ceux de la civilisation

et non ceux de la violence et de la guerre» ? Pour moi, c'est la continuation de la nation par d'autres moyens. Même si la nation est en crise, elle est un lieu irremplaçable de mise en commun des expériences, des idées, des valeurs, des intérêts, des hommes.

Première question : la crise de l'Europe, que l'on peut aborder par plusieurs entrées. J'en relèverai trois. Nous avons une. crise d'identité, une crise de solidarité et une crise de représentativité. L'Europe est affectée par chacune de ces crises, mais la nation aussi, et en particulier la France.

Crise d'identité. Sur le plan européen, nous voyons une menace de dilution par l'élargissement indéfini des frontières et par incapacité à borner théoriquement l'objet européen. Paul Thibaud a rappelé que les nations étaient limitées, les empires illimités. Je pense que l'un des problèmes fondamentaux de l'Europe est de penser ses limites et de les accepter comme telles. Mais c'est difficile d'expliquer aux Turcs et aux Ukrainiens qu'ils resteront à l'extérieur. S'il faut admettre l'idée corrosive de frontière, il faut aussi admettre l'idée, évoquée par un ancien premier ministre français, de cercles concentriques, l'idée que l'Europe ne s'arrête pas définitivement à une barrière douanière qui diviserait les gens en Européens et en non-Européens. L'Europe devrait être plutôt une sorte de plan incliné vers un centre autour duquel se situent des périphéries de plus en plus lointaines mais jamais totalement coupées de l'ensemble central. Cette idée qui concerne par exemple l'Ukraine, le Maghreb, la Turquie, la Russie est une notion très précieuse. Mais nous sommes saisis de vertige devant l'indétermination de la frontière européenne qui fuit devant nous, qui se déplace constamment. Cet indéterminé nous communique en particulier le vertige à nous, Français, qui sommes habitués à des prés carrés solidement enclos.

Passons à la nation et à la France. Nous y connaissons des problèmes analogues. C'est la fin du territoire jacobin, du territoire néolithique qui faisait qu'une production était strictement localisée, inscrite dans un territoire déterminé sous le contrôle d'une administration. Cette production-là cesse d'être contrôlée par l'administration, cesse d'être assignée à un territoire déterminé.

Nous sommes dans un processus de multilocalisation des productions, de mise en commun accélérée et sauvage d'un certain nombre de biens culturels par le jeu du marché. La nation néolithique est morte, et la nation tout court est à rude épreuve. À l'intérieur de notre pays se manifestent des régionalismes exacerbés ou des micronationalismes. Nous ne sommes pas les seuls. Le Royaume-Uni est de moins en moins uni, avec les problèmes du pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande. En Espagne, on peut parler de la Catalogne. À nos frontières, la Belgique est un autre lieu de dislocation de l'identité nationale.

Une crise parallèle mine l'Europe et chacune des nations qui la composent. Cette crise, et c'est le second aspect sur lequel je voudrais attirer votre attention, est aussi une crise de solidarité. Ce qui est en cause sur le plan national, comme sur le plan européen, est notre capacité à mettre en commun. En Europe, c'est évident dans les querelles budgétaires : je suis membre de la commission du budget du Parlement européen ; je suis abasourdi par la mesquinerie et l'étroitesse de vues des différents gouvernements dans l'approche des réalités budgétaires. Le budget de la Communauté européenne représente environ 1,2 % du produit national brut, c'est-à-dire à peu près un tiers du déficit autorisé à chaque État par les accords de Maastricht. Nous dépensons en France, collectivités locales, organismes sociaux et État, environ 55 % du produit intérieur brut. Le 1,2 %, c'est la solidarité entre les peuples d'Europe ; les 55 %, c'est la part que nous nous réservons à nous-mêmes.

Si vous demandez à nos concitoyens quelle est la part de leur impôt qui va à l'Europe, ils vous répondront de 20 à 40 %. Cette déformation de la perception des choses vient de ce que la dépense de solidarité est ressentie comme intolérable par des États qui considèrent que charité bien ordonnée commence par soi-même, et d'ailleurs pourrait aussi bien s'arrêter là.

Sur le plan institutionnel, pour la conférence intergouvernementale c'est exactement la même chose. Il n'y a à l'heure présente, dans les délibérations de la conférence intergouvernementale, rien qui ne soit proposé, sauf peut-être par la France, et qui corresponde à l'intérêt commun de l'ensemble des États membres. Pour l'instant, la

discussion se limite à d'après marchandages où on ne cède rien en tant que nation. Ne nous étonnons pas que la conférence piétine. C'est une crise profonde de solidarité, alors que nous savons que nous avons des choses en commun, des intérêts géopolitiques communs, un modèle social qui représente un équilibre unique au monde entre liberté et solidarité, alors qu'il n'y a plus d'étrangers lointains, que toutes les affaires du monde, celles de Chine, du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord ou du Sud nous concernent. Malgré cette perception des enjeux communs, nous sommes en panne de solidarité, avec un refus fondamental de la mise en commun.

Sur le plan national, c'est la même chose. Nous vivons une crise grave qui se traduit par un nombre élevé et croissant de chômeurs. La tendance spontanée est de rechercher des boucs émissaires, par exemple le traité de Maastricht, comme si un déficit de 3 % du produit intérieur brut était une norme restrictive. On n'a jamais connu un déficit pareil jusqu'à ces dernières années, et tout le monde reconnaît que d'avoir plus de 3 % du déficit pendant plusieurs années conduit à une banqueroute certaine. Alors, ne parlons pas de la politique de déflation d'avant-guerre.

La réalité, c'est qu'au cours des vingt dernières années le chômage s'est accru énormément. En même temps les revenus se sont développés. Nous avons eu de la croissance. Qu'avons-nous fait de ces revenus et de cette croissance ? Comment les avons-nous partagés ? De manière très claire, au profit des plus fortunés, de ceux qui avaient la capacité d'afficher leur corporatisme avec efficacité, parce que la satisfaction de ces corporatismes était une garantie de l'ordre social.

Tout le monde est responsable. La droite se préoccupe d'abord d'abaisser l'impôt sur les grandes fortunes et la branche élevée de l'impôt sur le revenu. La gauche confond droits acquis et lutte contre les inégalités. En termes géographiques, les inégalités sont croissantes. La région parisienne se taille la part du lion.

Même s'il y a beaucoup de personnes âgées qui souffrent dans ce pays, en tant que catégorie les personnes âgées n'ont jamais eu une part aussi élevée du revenu national. Les fonctionnaires, dont je suis, ne sont pas en valeur relative la catégorie qui a souffert le plus. J'observe que les personnes âgées ont voté pour M. Balladur, que les fonctionnaires ont voté pour M. Jospin et que la région parisienne a voté pour M. Chirac. Donc, chacun en a sa part !

Mais ceci ne peut pas durer. Cette impossibilité à mettre en commun est le signe véritable de la crise de la nation que nous vivons. Si la nation a un sens, c'est précisément de dépasser un certain nombre d'intérêts catégoriels pour mettre en commun.

Troisième crise, une crise de représentativité. Elle est évidente. Sur le plan européen, je n'ajouterai rien à ce qu'a dit Paul Thibaud, avec lequel je suis entièrement d'accord. Actuellement, à la conférence intergouvernementale, nous voyons quinze technocraties nationales très contentes de la façon dont les choses ne vont pas, qui estiment que l'Europe leur permet de contrôler l'ensemble de ce qui s'y passe. Si ça ne se passe pas, ce n'est pas grave, puisque c'est contrôlé. Soit on fait, soit on ne fait pas. Mais, de toute manière, ce sont eux qui font. L'habileté de ces technocraties est de surfer sur l'inquiétude que suscite l'Europe pour bloquer le système. D'un côté, certains dans mon genre disent qu'on ne peut continuer avec un système de cet ordre. Il faut véritablement démocratiser. Et d'autres disent qu'on ne peut faire confiance à tous ces eurocrates et qu'il faut revenir en arrière vers quelque chose de plus national. Et entre, ces deux tendances, les technocrates disent qu'ils représentent l'équilibre, le statu quo.

Sur le plan national, la crise de représentativité est la même. Le problème de M. Juppé, du gouvernement actuel, du président de la République, n'est pas le problème des choix économiques, car réformer la sécurité sociale était une nécessité. Non, le problème de M. Juppé est qu'il combine deux choses contradictoires. D'une part, le souci de ramener l'État à un certain nombre de fonctions plus modestes, car, dans le dialogue entre l'État et la société, l'État peut être stratège, mais il ne peut pas être despote, la révérence peut être à la loi mais elle ne peut plus être à l'administration, la démocratie de participation tend à s'imposer face à la hiérarchie et au commandement. Mais, en même temps, cet État qui se veut modeste dans ses finalités est superbe dans ses instruments et dans ses méthodes. Il reste organisé, structuré, porté par une logique

impérieuse et jacobine, alors qu'il n'est plus porté par le projet correspondant. Nous avons des croisés sans croisade. Pour paraphraser Michel Crozier, la France est devenue une terre du commandement, mais où personne n'obéit plus. On voit que ce modèle technocratique et jacobin n'embraye plus. L'État impérial n'est plus capable d'organiser la mise en commun. Il faut d'autres modes de régulation fondés sur une réflexion plus exigeante, sur la décentralisation, sur l'équilibre réel des pouvoirs.

J'en viens maintenant à ma seconde question que je traiterai en conclusion : la construction européenne détruit-elle l'idée de nation ?

Nous avons actuellement trois façons d'organiser l'Europe.

La première est de ne pas l'organiser du tout. Cela consiste à considérer, comme Paul Thibaud me semble-t-il, que la nation est la forme indépassable de l'organisation politique, et qu'il ne peut y avoir entre les nations autre chose qu'un dialogue libre et souverain. Cela débouche nécessairement sur la constitution en Europe d'un ordre asymétrique, où les forts sont indéfiniment plus forts et les faibles indéfiniment plus faibles, un ordre précaire, celui de l'Europe des congrès qui s'est terminé par deux guerres mondiales, bref, un ordre faible. Le vrai problème que nous avons en Europe est d'ajuster nos intérêts et nos valeurs à ceux du reste du monde. Il est bon que, face au reste du monde, nous ne soyons pas dans la situation de l'infortunée Pologne au XVIII^e siècle, entre la Russie, la Prusse, l'Autriche. Comme vous le savez, ce pays a fini, de division en division, par la disparition totale.

Nous ne pouvons pas accepter, dans l'état présent des sociétés, que la nation soit considérée comme l'organisation juridique suprême au-delà de laquelle rien n'est possible. Si nous faisons cela, nous condamnons notre civilisation, et nous nous interdisons d'opposer à la globalisation des productions et des consommations ce contrepois qu'est une organisation politique.

Le second modèle est l'État fédéral. Je crois que le terme de l'aventure sera celui-là. Mais, quand je parle de terme de l'aventure, c'est un temps long que je vise, trente, quarante ans minimum. A l'heure présente, je ne pense pas que nous puissions construire un État fédéral, parce que l'État fédéral supposerait que l'Europe elle-même devienne une cité, une nation, a dit Paul Thibaud, plus chaude que la nation elle-même, puisqu'il faudrait que notre loyalisme s'adresse prioritairement à l'ensemble européen que nous formerions avant de s'adresser à la nation à laquelle nous appartenons. Or là je souscris à la position de ceux qui disent que ce n'est pas imaginable à court terme.

Reste la troisième voie, qui présente des dangers, dont Paul Thibaud a signalé certains. La troisième voie est la fédération d'États. Le général de Gaulle voulait une confédération d'États. Jean Monnet voulait une fédération des peuples. Nous sommes en train d'inventer, dans la douleur, un produit hybride que Jacques Delors a qualifié de fédération d'États. Les États restent les acteurs fondamentaux, les médiateurs, par lesquels passe la participation de chaque citoyen à l'ensemble européen, la citoyenneté européenne étant un prolongement de la citoyenneté nationale. Mais les États acceptent de s'organiser entre eux sur un mode juridique et démocratique qui permette à leur fédération de fonctionner, c'est-à-dire que la règle de droit ne doit pas s'arrêter à l'État-nation, mais qu'elle doit organiser effectivement les relations entre les États qui composent cette fédération européenne que j'appelle de mes vœux. À l'inverse de Clausewitz, l'Europe doit être la continuation de la nation par d'autres moyens. L'Europe, c'est la substitution de la politique à la guerre, la substitution de la négociation à la confrontation, de la démocratie à l'intimidation, de la paix à la violence.

Je ne crois pas que l'État nation soit plus faible parce que ses problèmes se règlent à Bruxelles, à coups de majorités qualifiées. Je ne crois pas que cet État soit moins souverain que si, hors de toute organisation juridique, il joue son va-tout quelque part dans une plaine autour de Sedan ou dans un combat de divisions blindées entre Français et Allemands. La souveraineté nationale se portait mal en juin 40. La souveraineté nationale n'est pas menacée parce que de temps en temps nous sommes mis en minorité à Bruxelles. Nous perdons, nous gagnons, mais nous acceptons les règles du jeu, et dans ce jeu ce sont les États qui sont les acteurs fondamentaux.

Ce que nous construisons en Europe n'amoindrit pas les États, mais civilise leurs relations, organise la démocratie entre eux. Cette construction implique deux choses.

D'abord une Cour de justice qui dise quelle est la bonne interprétation du droit européen en cas de désaccord. Deuxièmement, il faut qu'il y ait transparence. Le Conseil des ministres bâtit des compromis clandestins inacceptables. Les délibérations du Conseil n'excluent pas un rôle actif du Parlement européen, à condition que le Parlement européen n'ait pas le dernier mot contre le Conseil. Il serait grave que le Parlement européen puisse prendre une décision qui serait désapprouvée par le Conseil. Inversement, je ne vois que des avantages à ce que le Conseil, c'est-à-dire quinze technocraties, ne puisse pas se prononcer sans l'accord du Parlement européen, au terme d'une délibération publique et transparente.

On peut organiser l'Europe en faisant des États les acteurs fondamentaux, sans se condamner au secret, à l'inefficacité et à l'éloignement des citoyens. Enfin, en tant que président du Mouvement européen, je suis favorable à une régionalisation de la procédure électorale des parlementaires européens.

Je terminerai sur une question. L'État fédéral permet de définir une volonté générale, mais la fédération d'États telle que je la décris s'expose à la critique qu'a faite Paul Thibaud : tout ça n'est jamais que des compromis. C'est vrai. C'est pourquoi je crois beaucoup à la Commission. Dans l'état incertain où nous sommes, la Commission ne peut être ni objet d'exécration ni un gouvernement à part entière qui supposerait l'existence d'une nation européenne. Le général de Gaulle avait raison de dire qu'il ne fallait pas s'en prendre aux bureaucrates européens, mais aux politiques qui ne faisaient pas leur travail.

La Commission doit être un catalyseur. Nous sommes en train d'inventer un système original, dans lequel s'organise le dialogue entre une autorité, qui est un catalyseur, la Commission, laquelle met sur la table l'intérêt général européen, et les États qui négocient, adaptent et combinent cet intérêt général avec leurs préoccupations nationales.

Ce qui en est débat au cœur de la conférence intergouvernementale est précisément cette fonction de catalyse dont certains souhaitent la disparition. Plus l'Europe s'élargit, plus le système de compromis devient opaque, plus nous avons, au plan institutionnel, des réactions contre la Commission, sans doute parce que la Commission est devenue plus nécessaire que jamais. À six, on peut à la limite se passer de la Commission. À quinze, on ne pourra pas s'en passer du tout. Et, devant cette nécessité de la Commission, les États se dressent pour la diaboliser. Voilà l'état actuel des négociations.

Nous vivons des moments difficiles sur le plan européen, comme nous vivons des moments difficiles sur le plan national, et il s'agit de même crise : identité, solidarité, représentativité. Ce qui est en cause, c'est bien la politique. Nous parlons beaucoup d'économie, mais en vérité ce dont nous avons besoin, c'est d'un vrai discours politique, c'est de la renaissance de la solidarité et d'institutions capables de l'organiser tant au plan national qu'au plan européen.

DÉBAT

Paul Thibaud : La nation est-elle l'ultime forme d'organisation politique ? Je ne vois pas comment on peut répondre oui à cette question. Cela supposerait un savoir divin, que je n'ai pas. Mais ce n'est pas notre problème actuel. Les nations sont nées et mourront comme beaucoup d'autres choses, mais il n'y a pas à en déduire que l'on peut s'en passer maintenant. Notre problème n'est pas ce qui se passera en l'an 2300, mais de vivre notre vie dans la dignité.

Ce dont on devrait se préoccuper, ce n'est pas de l'aboutissement, mais de la route. Que la route soit claire. Actuellement, elle ne l'est pas, parce que des erreurs profondes ont été faites sur la manière de faire l'Europe, en particulier en accumulant les contraintes et en diminuant les capacités des nations. L'Europe a été une machine à affaiblir et démoraliser les nations, alors que pour taire l'Europe il faudrait de la volonté politique dans les nations.

Maintenant, les nations sont largement incapables de faire l'Europe. La stagnation européenne actuelle, le marasme de la conférence intergouvernementale vient de la conjonction d'incapacités largement fabriquées.

Puisque Jean-Louis Bourlanges m'a un peu interpellé, je voudrais dire que ce qui complu est de créer Une vie politique européenne. Il a raison de réclamer pour la Commission plus d'autonomie et de responsabilité, mais, de son côté, la Commission préfère régner dans l'ombre, annoncer en catimini, plutôt que d'exercer ses responsabilités publiquement. Il y a un jeu de cache-cache à l'intérieur de l'Europe, où les eurocrates ne sont pas innocents. La vraie vie politique européenne, ce serait de sortir du jeu de cache-cache et de définir les rôles de façon claire. Cette vie publique entre les nations, à travers les nations, et l'expression des nations comme elles sont actuellement constituées doit être possible. Les nations doivent être intelligibles entre elles, et l'Europe intelligible à tous. C'est le point décisif : éclairer la situation, éclairer les procédures de décision, inventer un niveau de confrontation beaucoup plus fondamental.

Enfin, il faut assumer ce qui se passe. Nous avons un vrai problème de déresponsabilisation, à travers un européanisme faux cul, des gouvernements qui invoquent comme la solution miracle l'Europe quand ils en ont besoin et l'incriminent aussitôt qu'elle les gêne. Il faut sortir de ce comportement si l'on veut que les nations et l'Europe aient le moindre avenir possible.

Krzysztof Pomian : La position défendue ici est le contraire de la position de ceux pour qui l'Europe ne doit pas avoir de contenu politique, mais doit rester un marché avec des institutions réduites au minimum nécessaire pour le bon fonctionnement du marché.

S'il y a des effets négatifs, délétères, du fonctionnement de l'Europe sur les nations, et une certaine responsabilité européenne dans la crise de solidarité et d'identité, c'est aussi parce que l'Europe est devenue synonyme, dans son discours et sa pratique politique, d'une politique libérale qui consiste à ériger le marché et les critères du marché comme seul système de valeurs, à l'aune duquel on mesure tout.

La politique de dérégulation, parfois bonne, mais qui mérite réflexion dans chaque cas, est un exemple parmi d'autres. Face à l'Europe marché, quelle Europe? Ce qui rend le dilemme particulièrement c'est que l'Europe marché est un programme clair, qui débouche sur des décisions que l'on sait prendre, tandis que l'Europe qui ne serait pas seulement le marché, qui serait autre chose, se dessine d'une manière extrêmement confuse.

De nouveau, je rejoins Jean-Louis Bourlanges. L'Europe fédérale n'est pas pour aujourd'hui, et pour cette période de transition il n'y a pas de propositions nettes qui puissent être exprimées. Quand on dit : « L'Europe égale marché », c'est clair et convaincant. Qu'avons-nous d'autre à dire ? C'est ça, la question.

Un intervenant : Lorsque j'ai entendu il y a un instant le président du Mouvement européen, M. Jean-Louis Bourlanges, député européen, faire un rapprochement entre l'ONU et l'Europe, j'avoue que j'ai frémé. L'Europe, et plus précisément une Europe fédérale, repose sur les régions beaucoup plus que sur les nations. Les régions jouent un rôle fondamental, et je suis persuadé que c'est là que réside l'atout essentiel de la construction européenne.

Jean-Louis Bourlanges : Si j'ai bien compris, notre intervenant me reproche de parler à propos d'Europe d'une cité froide.

Je crois qu'il ne faut pas confondre deux choses. Si vous voulez dire que l'Europe suscite la ferveur d'un certain nombre de personnes, j'en suis tout à fait d'accord. Si vous voulez dire que la cause de la paix, de la réconciliation franco-allemande a suscité une grande ferveur, je le reconnais volontiers. Mais cette ferveur est retombée pour la bonne raison que la paix franco-allemande est tellement assurée que personne ne considère plus qu'elle soit menacée. Avec l'inquiétude de la guerre disparaît la ferveur pour la paix. Ce qui vous a offusqué est la comparaison avec l'ONU. J'ai effectivement écrit dans un article : « Un spectre hante la conférence intergouvernementale, la transformation de l'Union européenne en machin. » La politique mondiale en faveur de la paix ou de l'Afrique suscite la ferveur. Ce n'est pas pour cela que l'ONU fonctionne bien. Le problème est l'organisation de la cité, c'est-à-dire le fait que dans une nation il y a

suffisamment de ferveur pour accepter` d'être mis en minorité, et de respecter celui qui est en face de vous. L'exemple américain est intéressant. Au siècle dernier, les États du sud sont entrés en sécession au soir de l'élection du président Lincoln, parce que. c'était un républicain du Nord qui avait été élu et que les gens du Sud avaient voté pour un démocrate qui avait été battu. Il y a eu superposition d'un clivage géographique et d'un clivage politique. Les États-Unis à l'époque étaient une cité froide. Aujourd'hui les Etats-Unis d'Amérique viennent d'élire triomphalement le président Clinton, et manifestement la nation est rassemblée autour de lui. En Europe, on pourrait faire l'économie d'une guerre de sécession et conduire la construction de l'Europe de manière à transformer les règles de droit, qui s'imposent aujourd'hui à la raison, en règles qui progressivement vont conquérir les cœurs.

Un intervenant : Nous avons vu apparaître une distinction nouvelle, mais féconde, dans le débat autour de l'Europe, autour de trois expressions : Etat fédéral, fédération des États et Europe fédérale. Il s'agit en fait d'un problème de légitimité. Les partisans de l'Europe fédérale pensent que la légitimité européenne peut l'emporter assez vite sur la légitimité nationale et que l'Europe peut devenir une communauté chaude, comme on l'a dit. Les partisans de la fédération des Etats pensent que pendant longtemps la légitimité nationale l'emportera sur la légitimité européenne. Je pense que si nous n'en sommes pas au point où nous puissions envisager une légitimité européenne plus forte que la légitimité nationale, en tout cas nous pouvons nous donner comme objectif deux légitimités de poids égal. Et c'est là effectivement la difficulté. Nous avons à concilier ce que. nous, Français, avons toujours considéré comme inconciliable avec notre déification de l'État nation. Et là je m'adresse plus particulièrement à M. Thibaud qui dénonce avec beaucoup d'éloquence et de pertinence les défauts de l'Europe des États, de cette Europe intriquée et obscure. Mais comme solution, bien qu'il ne le dise pas expressément, il nous propose un retour en arrière, un retour au nationalisme. Il pense que l'Europe démoralise les nations, mais il ne nous dit pas que ce qui a démoralisé les nations, ce sont les crimes abominables commis en ce siècle en leur nom, et qui ont amené en 1945 à une telle dévalorisation de l'idée nationale que certains ont cru, avec Denis de Rougemont, qu'on pourrait fonder l'Europe unie sur les régions. Je crois que ceci est dépassé, et là je m'adresse au précédent intervenant. Alors, est-ce qu'il n'est pas possible de. progresser vers une double légitimité non contradictoire, légitimité nationale, légitimité européenne, et de s'engager vers un véritable débat politique européen qui fait défaut aujourd'hui ? Et là je voudrais rappeler une proposition que je ne suis pas le seul à faire et qui me paraît dans l'ordre des réformes institutionnelles les plus efficaces pour aller vers un débat politique européen. Une partie des députés européens, fût-elle minime, par exemple 10 %, pourrait être élue sur des listes à l'échelle de l'Union tout entière, de façon que les partis politiques soient amenés à présenter des programmes valables pour l'ensemble de l'Union, et ne nous présentent plus, comme ils le font à chaque élection, une série de débats nationaux sur des enjeux nationaux alors qu'il s'agit d'une élection européenne.

Jean-Louis Bourlanges : La notion de légitimité également répartie est une notion difficile. A un moment il faut choisir, et je pense que pendant un certain nombre d'années, voire de décennies, l'instinct de loyauté fondamentale ira vers la nation. Pour créer une légitimité européenne, nous pouvons diffuser l'idée qu'on n'en est pas moins français, allemand, espagnol ou anglais, si on met en commun un certain nombre de règles, qui ne sont pas simplement des règles de procédure, mais qui sont des règles de droit. Ce que nous devons faire pour faire naître une légitimité européenne, c'est de bien montrer qu'un pays peut s'engager avec d'autres sur des modes de fonctionnement civilisés, sur des décisions où il peut être parfois mis en minorité mais parfois aussi il peut obtenir certains avantages, à condition que ces règles soient calculées de manière à ne pas créer de ruptures émotionnelles. Ces règles-là, on doit pouvoir les reconnaître et les sacraliser.

Nous sommes actuellement dans une situation paradoxale, où les gens ne veulent pas en vérité que le mode de fonctionnement de l'Union européenne soit démocratique, parce que, s'il en était ainsi, les décisions prises au niveau européen auraient une force de

légitimité plus grande. Nous sommes dans un jeu pervers. Un Parlement européen, dont les membres seraient élus dans les régions, serait un parlement reconnu par les citoyens, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, les électeurs ne sachant pas qui sont leurs élus, et les élus étant élus par tout le monde, c'est-à-dire par personne.

Croyez-vous qu'une élection régionale des députés européens séduise les technocrates des quinze pays membres et la Commission? La Commission dit que oui, mais elle pense que non, les technocrates des quinze pays disent que non et pensent que non.

Croyez-vous qu'un tel mode de scrutin séduise le parlement français ? Croyez-vous qu'il soit agréable pour les députés et les sénateurs de voir arriver à leurs côtés lors de l'inauguration, du ruban à couper et du bouquet de fleurs, un troisième personnage qui serait le député européen et qui dirait : «Grâce aux fonds structurels européens, nous pouvons inaugurer cet équipement»?

Même réticence pour la transparence au Conseil des ministres. Actuellement nous ne savons pas, après une décision du Conseil des ministres, qui a voté pour, qui a voté contre. On nous dit : douze États membres se sont prononcés pour, deux États se sont abstenus, un État a voté contre. Comment les parlements nationaux peuvent-ils contrôler ce qui s'est fait au sein du conseil des ministres ?

Il faut créer de la légitimité, mais en sachant que la légitimité qu'on peut créer actuellement est une légitimité autour des modes de décision, qui doivent être à la fois transparents, démocratiques et efficaces, et qui en tant que tels représentent effectivement un progrès dans la façon dont les États travaillent. Pour quelques décennies sans doute, c'est en étant plus intelligemment patriote qu'on sera davantage européen.

Sur l'élection de 10 % des députés au niveau européen, vous avez la réponse dans les propositions du Mouvement européen. Nous ne sommes pas actuellement pour cette solution que nous considérons d'ailleurs comme inconstitutionnelle, puisque le traité dit que le Parlement européen est composé des représentants des peuples des États membres, ce qui poserait la question de la constitutionnalité d'un parlementaire qui représenterait plusieurs peuples à la fois.

Paul Thibaud : On a parlé beaucoup de nations, mais qu'est-ce qu'une nation? Une nation, c'est une identité, une mémoire, un groupe. Mais c'est aussi une tâche, c'est une façon de considérer le monde et une façon de s'y impliquer. Un livre que je considère comme fondamental, d'un auteur hongrois, s'appelle *Misère des petites nations d'Europe de l'Est*. Cet auteur, qui d'ailleurs est un héros national dans son pays, souligne que, parmi les nations, celles qui n'ont d'autre but que d'exister, de défendre leur perpétuité, sont des nations littéralement perverses. Une véritable nation est une nation qui se donne des tâches, un objectif, une responsabilité à exercer pour le monde et non pas simplement pour ses propres intérêts. Si l'on considère les choses comme cela, on doit dire que les nations ne sont pas une boîte close, les nations sont en perpétuelle transformation, Elles sont une conjonction de particulier et d'universel dont la composition peut changer. Une nation peut s'ouvrir. Personnellement, il n'y a rien à quoi je sois plus allergique qu'à la diabolisation de la nation. La nation pour moi est un mode d'exercice de la responsabilité pour le monde. C'est une notion éminemment morale. C'est un fait que jamais deux nations démocratiques modernes ne se sont fait la guerre. Il y a dans une nation démocratique des facteurs d'autorégulation fondamentaux sur lesquels il faut s'appuyer.

C'est pourquoi le jeu Europe-nations, considéré comme un jeu à somme nulle, où on prend aux uns pour donner aux autres, me paraît faussé et pervers. Comment envisager de faire se dépasser les nations vers l'Europe ? En accentuant leur côté extraverti, leur responsabilité à l'égard de l'extérieur. L'Europe doit éclairer les nations, les guider, les transformer par l'intérieur, de façon à ce qu'elles sortent de leur cantonnement et de leur ethnie.

Au-delà des modes de fonctionnement européens qui ont été évoqués, la politique européenne, c'est aussi des tâches communes à définir. Est-ce que l'Europe est une machine administrative? Ou est-elle une aventure politique, une façon de considérer le monde et d'y agir?

Je suis pour l'Europe substantielle et non l'Europe formelle, pour l'Europe des tâches et non pour l'Europe des procédures. Il faut de bonnes procédures, mais pour définir clairement des tâches, cette priorité du fond sur la forme me paraît devoir éclairer l'avenir et sortir les nations et l'Europe des impasses où elles se sont mises ensemble.

Jean-Louis Bourlanges : Pour une fois, je ne serai pas d'accord avec Paul Thibaud, parce que ce qu'il dit emporte l'adhésion, mais me semble complètement utopique comme programme, en l'état présent de la construction européenne, compte tenu des cultures politiques très différentes des pays européens, de leurs manières de s'identifier, de se voir en Europe et dans le monde. Est-ce que la Grande Bretagne se voit plus en Europe ou plus du côté des Etats-Unis? Et ce n'est pas le seul cas. Tout en souscrivant à cette belle idée, je suis au regret de dire : mon métier exige d'être réaliste, et ce programme ne peut être présenté comme un programme politique. C'est un idéal qu'on ne pourra effectivement traduire dans un langage politique que beaucoup plus tard.

Jean Flory : Je voudrais remercier nos trois conférenciers pour la sincérité avec laquelle ils se sont exprimés, me laissant, malgré leurs différences, le sentiment d'une convergence forte, car entre une nation qui ne sait pas où elle en est, mais qui est le cadre fondamental de notre vie collective, et une Europe dont on ne sait pas bien sur quel chemin elle est, mais qui en même temps est reconnue par tous comme la seule perspective d'avenir pour l'organisation de notre continent, pour tous les trois il y a place pour l'espoir et l'action.